# Sur le parcours et l'orientation politiques de Raoul-Marc Jennar

*La campagne électorale de Raoul Marc Jennar est éclairée par son parcours politique. Après avoir milité un certain temps avec les démocrates-chrétiens de gauche en Belgique, il assure avoir tiré la leçon de cette expérience en se ralliant à la lutte de classe et à l'anti-capitalisme. Militant et expert « altermondialiste », il a été porte-parole de la campagne électorale petite-bourgeoise et réformiste de José Bové en 2007, avant de se rallier au processus NPA au printemps 2008. Ces deux tournants importants de son itinéraire laissent espérer qu'il poursuivra son évolution en passant du réformisme au communisme révolutionnaire. Pour le moment, il en est loin. C'est pourquoi les militants révolutionnaires du NPA doivent s'efforcer de le convaincre que son orientation réformiste est une impasse. D'autant plus que le camarade Jennar, figure de l'intelligentsia altermondialiste, a été propulsé par la direction de l'ex-LCR à un rôle dirigeant dans le parti, notamment pour la rédaction des textes du congrès et, maintenant, pour la campagne électorale.*

## Une idéologie réformiste assumée

Dans sa lettre du 7 avril 2008 à Daniel Bensaïd, R. M. Jennar assume sa position en disant se situer au-delà du clivage entre réforme et révolution : *« Je voudrais ajouter à vos propos sur réforme et révolution qu'on peut concilier les deux termes si la succession des réformes aboutit à une transformation radicale du système telle qu'elle en devient révolutionnaire. C'est ainsi que Jaurès concevait la révolution et c'est ainsi que je crois nous devons en porter l'idéal : provoquer, par étapes successives, des transformations qui aboutissent à cet autre monde dont rêve l'immense majorité des habitants de la planète. »* Il s'agit là du bon vieux discours réformiste selon lequel on pourrait arriver à établir le socialisme à coups de réformes successives transformant graduellement la nature du système. C'était très précisément le projet du PS et du PCF des années 1970. Pourquoi cela n'a-t-il pas marché ? Pour R. M. Jennar, c'est parce que les gouvernements de gauche n'ont pas su garder le cap fermement, qu'ils se sont laissés corrompre par le système au lieu de rompre avec lui. Autrement dit, ce serait une simple question de bonne volonté ! R. M. Jennar ne comprend pas que, au-delà même de la corruption et des trahisons des dirigeants, la prétention de sortir du capitalisme à petits pas ne peut pas conduire à autre chose qu'à subir tant ses lois générales que ses impératifs particuliers imposés par la conjoncture. Seule une rupture révolutionnaire avec le capitalisme et la construction, dans un seul et même mouvement, d'une nouvelle société, le socialisme, peuvent permettre de ne pas se laisser rattraper par le système capitaliste et ses États armés jusqu'aux dents. Même si on le voulait sincèrement, on ne pourrait opposer à la puissance colossale de ce système les petits coups de boutoir réformistes.

Constatant que le PS a abandonné l'idée même d'un au-delà du capitalisme, mais sans approfondir les causes historiques et sociales de ce résultat survenant après un processus séculaire, R. M. Jennar propose simplement de revenir en arrière en créant un parti qui aurait le même projet que le PS des années 1970. Il ne tire donc aucune leçon de l'échec cinglant de toutes les expériences réformistes du XXe siècle, qui ont vu des gouvernements sociaux-démocrates (généralement soutenus par les PC) gérer le capitalisme dans des dizaines de pays, notamment en Europe.

C'est que le fondement programmatique de R. M. Jennar est bien vague : c'est celui de la « Déclaration universelle des droits de l'Homme et les conventions internationales qui la précisent », bref une sorte de « démocratisme radical » sans contenu de classe. Cela le conduit à considérer le « droit international » promu par la prétendue « communauté internationale », au premier chef l'ONU, comme l'un de principaux acquis de l'humanité. Pourtant, là encore, à moins de se plaindre en vain de l'écart entre les principes et la réalité, ne faut-il pas se rendre à l'évidence et constater que l'expérience de toute le second XXe siècle prouve l'impuissance de cette orientation formaliste tant soutenue par les réformistes des « Trente Glorieuses » et les chrétiens-démocrates ? L'expérience ne prouve-t-elle pas que cette orientation juridico-moraliste n'a jamais empêché les impérialistes de bafouer les droits des peuples les plus élémentaires — quand elle n'a pas servi de caution à leurs entreprises guerrières ? Les principes humanistes qui animent le camarade Jennar sont sans aucun doute sincères et profonds, mais son orientation stratégique, axée sur le droit international, le pacifiisme et les réformes, n'est pas à leur hauteur.

Attaché au vieux réformisme pourtant à l'agonie depuis trente ans partout dans le monde, R. M. Jennar est en revanche bien prompt à enterrer le « léninisme » sous le poids de quelques préjugés : *« Ce qui nous conduit à la nécessité de construire une authentique force de gauche, démocratique, réformiste/révolutionnaire et écologique. Ce qui force à fermer la parenthèse ouverte par le léninisme, à en récuser les méthodes (formulées dans les 21 conditions) et à entamer la construction d'un nouveau sujet politique, riche des leçons du XXe siècle et en prise avec les défis du siècle présent. »* Au lieu d'étudier en marxiste les causes de la dégénérescence stalinienne de la révolution soviétique, il expédie la question par une identification vulgaire entre le « centralisme démocratique » et le stalinisme, comme si ce dernier pouvait s'expliquer par la mauvaise « application » d'une « théorie » pure : *« Le centralisme démocratique tel qu'il fut appliqué – et cela seul compte, car nous n'avons que faire de superbes théories qui ne trouvent leur transcription que dans la barbarie – signifie dans tous les cas de figure l'arbitraire. Le centralisme est aussi peu démocratique que les démocraties étaient* "*populaires*". *»* Le formalisme juridico-moral de Jennar le conduit à se poser en donneur de leçons, l'empêchant de comprendre le bruit et la fureur du réel historique, la dynamique de la révolution et de la contre-révolution en URSS et dans le monde durant les années 1920.

Soit dit en passant, R. M. Jennar s'est montré bien moins formaliste quand il s'est agi, au sein du comité exécutif du NPA, de répartir les têtes de listes électorales sans même

consulter la base du parti et quand il s'est vu attribuer l'une d'elle — d'ailleurs celle où le NPA a le plus de chances d'avoir un élu.

## Comment être à la fois anti-capitaliste et consultant, voire héraut de l'ONU et du gouvernement cambodgien ?

Mais surtout, le réformisme de R. M. Jennar ne le mène pas seulement à l'anti-communisme, à la confusion idéologique et à l'extension de celle-ci dans le parti. On sait que le NPA s'est doté d'un programme ambigu, il n'a pas tranché le débat entre réforme et révolution et cela le conduit, dans la pratique, à développer une orientation incohérente et inconséquente, tendant au réformisme ; cependant, le NPA s'est clairement défini comme un parti indépendant des institutions, refusant d'y participer (ce qui ne signifie évidemment pas qu'il ne faille pas se présenter aux élections lorsque cela peut être utile à la diffusion de nos idées). Or R. M. Jennar, quant à lui, ne se contente pas de défendre théoriquement une orientation réformiste : dans la pratique, il met en outre ses compétences au service d'institutions capitalistes en acceptant d'être leur « consultant » ou conseiller.

En effet, il a été consultant non seulement de la GUE (Gauche Unie Européenne, qui rassemble avant tout les députés européens des PC et des formations issues des PC), mais aussi de l'ONU et de l'Union européenne (1). Et il est aujourd'hui consultant du gouvernement cambodgien, gouvernement d'un État capitaliste dont le régime est certes celui de la démocratie bourgeoise. Spécialiste du Cambodge (il a consacré sa thèse de doctorat à ce pays et il y vit en partie), il aide ce gouvernement et l'ONU à préparer et mener le procès des génocidaires khmers rouges, sans même s'interroger sur le droit de pareilles institutions bourgeoises à juger les précédents oppresseurs du peuple, qui seul est légitime pour entendre et condamner les fous staliniens qui l'ont torturé et en partie détruit (1,7 million de morts). En outre, quand le journal *Libération* estime que le gouvernement cambodgien et l'ONU font traîner en longueur les préparatifs de ce procès, Raoul Marc Jennar prend publiquement leur défense (2).

Mais plus généralement, à ceux qui s'interrogent sur les limites de la démocratie politique au Cambodge, il ne répond pas seulement en mettant en avant des faits indéniables, mais en outre par une véritable profession de foi où il se porte garant de la *« volonté politique »* du gouvernement, son éloge de celui-ci n'étant surpassé que par celui de l'ONU, portée aux nues (3). Quant aux limites et aux failles de la démocratie, il les relativise en soutenant notamment que c'est pire dans les autres pays du Sud-Est asiatique et que les démocraties occidentales ne sont pas parfaites elles non plus ! Et il trouve toutes sortes d'excuses au gouvernement et aux institutions, y compris pour les cas d'*« assassinats de militants syndicalistes et (de) poursuites contre d'autres défenseurs des droits des travailleurs »,* qualifiés généreusement de *« défaillances occasionnelles du système judiciaire ».*

Mais si l'on persiste à douter, il nous révèle mieux les dessous de son soutien au gouvernement, en n'hésitant pas à expliquer doctement que la démocratie ne peut s'installer rapidement dans un pays qui a non seulement subi des guerres et un génocide, mais où en outre le *« bouddhisme théravadique (…) encourage l'acceptation d'une société organisée autour d'un dirigeant lui-même considéré comme le centre d'une cosmogonie ».* Les progrès de l'« État de droit », intégralement dus à l'ONU et au gouvernement cambodgien si l'on en croit Raoul Marc Jennar, seraient ainsi entravés par des *« pesanteurs culturelles »* qui feraient que *« le terreau cambodgien est loin d'être le plus fertile pour une culture des droits humains ».* Une preuve *« convaincante »* en serait fournie, nous assure Raoul Marc Jennar le plus sérieusement du monde, par un journaliste britannique qui écrit : dans la culture khmer, *« contrairement aux histoires pour enfants de la plupart des pays où la vertu est récompensée et la méchanceté punie (…), les voleurs sont impunis et coulent des jours heureux* ad vitam aeternam. *Des hommes sont exécutés pour des actes qu'ils n'ont pas commis. À condition qu'elle réussisse, l'infamie n'est pas condamnée. La ruse est admirée ; l'honnêteté décriée ; et la bonté passe pour de la stupidité. Il n'y a guère de place pour la compassion. »* Au-delà du manque de culture universelle évident qui conduit à véhiculer un préjugé aussi stupide sur les bonnes et les mauvaises cultures (et notamment sur les méchants accapareurs de la propriété privée !), on voit clairement apparaître l'idée réactionnaire de peuples modernes qui seraient culturellement inaptes à la démocratie politique. En l'occurrence, un peuple aussi rétif aux valeurs morales et à la démocratie que le peuple cambodgien devrait même s'estimer heureux d'avoir un gouvernement aussi méritant dans son entreprise démocratique. De fait, Raoul Marc Jennar nous garantit que l'« État de droit » est en passe de triompher des *« clans »* grâce à la formation de nouvelles… *« élites »* cambodgiennes, notamment une cuvée de juristes… formés en collaboration avec l'École nationale de la magistrature de Bordeaux ! C'est dire !

Certes, Raoul Marc Jennar avance aussi indéniablement des faits à l'appui de ses dires, mais son démocratisme semble lui tenir lieu de pensée politique : il ne fournit pas la moindre analyse du rôle et de l'intérêt des impérialistes dans cette restauration de la démocratie politique et il ne s'interroge pas une seule fois sur son contenu social réel, comme si son idéologie juridico-morale le rendait incapable de la moindre analyse en termes de classes. Tout au contraire, il se réjouit sans la moindre réserve de la progression… des investissements étrangers au Cambodge ! Il n'ignore pourtant pas que ces investissements sont réalisés par les multinationales et les impérialistes qu'il dénonce en Europe, mais ce qui compte pour lui, c'est que cela a permis au Cambodge d'avoir ces dernières années un *« taux de croissance à deux chiffres ».* Il en est si enthousiaste qu'il ne pense pas une seule fois à s'interroger sur les conditions d'exploitation subies par les travailleurs pour que leurs patrons arrivent à un tel résultat !

*La pratique politique de Raoul Marc Jennar découle indéniablement de la logique même de son idéologie démocratiste-formelle et réformiste. Mais, du point de vue des*

*principes fondateurs du NPA lui-même, n'y a-t-il pas une contradiction évidente à vouloir construire un parti anticapitaliste indépendant des institutions et à se faire le conseiller et même le héraut d'un gouvernement capitaliste, de l'ONU et des investissements impérialistes au Cambodge ? C'est pour le moins une question qui mérite d'être posée dans le parti. Nul doute qu'une discussion générale au sein du NPA, qui permettrait au camarade Jennar de défendre son point de vue et peut-être d'évoluer, serait fructueuse pour l'ensemble de ses militants.*

---

1) Cf. la biographie de R. M. Jennar sur son propre site, http://rmjennar.free.fr

2) Cf. « A propos du tribunal pour les Khmers rouges » (2008), http://rmjennar.free.fr/?p=223

3) Cf. « Cambodge, la démocratie, l'État de droit et les droits humains : un état des lieux » (2008), http://rmjennar.free.fr/?p=320

**Nina Pradier**, le 29 mai 2009